

---

## **Croissance à deux chiffres : la saga du dram et les profits et défis d'une économie émergente**

par Haroutiun Khachatrian

Source/Lien : Armenianow – Yevrobatsi – 12/1/2008

traduction Georges Festa

---

Depuis six années consécutives, l'Arménie bénéficie d'une croissance économique à deux chiffres. Prenant un virage en 2001, le produit national brut (PNB) a dépassé un taux de croissance de 10 %, atteignant même 14 % en 2003 et 2005.

En 2005, la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) a annoncé que l'Arménie avait rattrapé le taux de PNB (soit la valeur nouvelle créée dans un pays donné) qu'elle avait avant l'effondrement de l'Union Soviétique. Cette annonce fut accueillie avec scepticisme par ceux qui se demandaient comment une telle croissance était possible, considérant la fermeture des usines et des frontières, ainsi d'un système ferroviaire d'exportation rouillé, du fait de sa mise hors service.

Soupçonnant que les chiffres du Service national des statistiques réévaluaient des données démographiques auxquelles personne ne croyait, l'opinion et même certains analystes accordaient peu de crédit à cette thèse d'une bonne fortune économique du pays.

Mis à part ce scepticisme, l'Arménie a rejoint depuis 2001 les critères des Données économiques, financières et socio-démographiques [General Data Dissemination System – GDDS], établies par la Banque Mondiale – étant l'une des premières au sein de la Communauté des Etats Indépendants à le faire. Les rapports du Fonds Monétaire International s'accordent maintenant souvent avec ceux du Service national arménien des statistiques. Autrement dit, ces bonnes nouvelles sont dignes de foi.

Les rapports et les critères de mesure pourraient toutefois se révéler des outils moins utiles qu'une simple observation pour voir que, particulièrement dans la capitale, Erevan, la vie a changé, parallèlement à la reconnaissance internationale de la santé économique arménienne. Cette tendance se reflète quasiment dans tous les aspects de la vie quotidienne, du nombre croissant de véhicules à l'augmentation du prix des biens et des services. Et si plus de nouvelles voitures ou de magasins de marque le prouvaient moins qu'une évaluation scientifique, un facteur reste tangible : le budget de l'Etat.

Entre 2000 et 2006, le budget de l'Etat arménien a plus que doublé (en drams, augmentant moins dramatiquement en dollars), passant de 222 milliards de drams à 475 milliards. Un des résultats de cette augmentation est que le gouvernement a pu augmenter les salaires des fonctionnaires, y compris les enseignants.

### **Qui augmente avec cette croissance ?**

Pour ceux qui ont vécu les années sombres et connaissent cette aube lumineuse de progrès, les statistiques économiques ne font que chiffrer ce que tout un chacun peut observer. Erevan est devenu un tentaculaire site en chantier. Même si l'on peut regretter que quelques habitants seulement peuvent se permettre les propriétés changeant maintenant le visage de la ville, les « élites » ne sont pas les seules à profiter de l'économie actuelle.

Prenons, par exemple, le nombre de compagnies de taxis à Erevan. Certaines compagnies de

taxis, qui ont commencé avec une vingtaine de véhicules, en ont plus de 100 dans leur flotte. Le fait qu'elles aient inondé Erevan (luttant pour se faire une place parmi un nombre tout aussi croissant de minibus) montre qu'une part conséquente de la population peut se permettre de payer au moins 500 drams (1,5 dollar) pour ce service. Ce ne sont pas les riches, qui ont leurs propres voitures de luxe. Ce sont les mêmes personnes qui protestaient il y a dix ans, lorsque le prix des bus passa de 50 à 100 drams (de 10 à 20 centimes environ).

Les téléphones portables peuvent aussi être considérés comme un indicateur. Avant 2000, avoir un téléphone portable était communément considéré comme un luxe, comparable à une voiture gadget. D'une part, parce que la téléphonie mobile coûtait anormalement cher. Armentel, qui avait le monopole des communications, non seulement maintenait des prix élevés (un appel international à partir d'un portable depuis la Géorgie vers l'Arménie était plus économique qu'un appel national en Arménie), mais n'arrivait pas à répondre à une demande en croissance rapide.

En 2005, il y avait environ 260 000 usagers de téléphones portables en Arménie. Cette année, VivaCell a mis fin au monopole d'Armentel et d'ici les deux prochaines années, plus d'un million de nouveaux usagers (selon VivaCell) vont acheter des téléphones portables. Autrement dit, une personne sur trois en Arménie possède actuellement un téléphone portable. Le prix des services a naturellement baissé, suite à la compétition entre les deux opérateurs, mais le téléphone portable (dont le prix à l'unité n'est pas inférieur à 100 dollars) est loin d'être un bien de consommation usuel, car son utilisation coûte dix fois plus cher qu'un appel depuis un poste fixe. En gros, le niveau de vie de la population s'est évidemment élevé, bien que les gens pensent toujours que l'argent ne doit pas être dépensé seulement pour les biens courants de consommation. Une grande partie de la population peut se permettre davantage et leurs dépenses ont augmenté tant quantitativement que qualitativement.

Les statistiques officielles révèlent des chiffres plus anecdotiques. Entre 2000 et 2005, le pourcentage de pauvreté en Arménie a baissé de 56 à 29 %, 700 000 personnes environ ne correspondant plus aux critères de « pauvres ». Ce changement a sorti l'Arménie de la liste des pays « à bas revenus » de la Banque Mondiale, en la rangeant parmi ceux au « revenu moyen inférieur ». Et cela dans un pays soumis à un blocus des transports depuis 14 ans maintenant. Le blocus de toutes les voies terrestres par l'Azerbaïdjan, lors de la guerre pour le Kharabagh, blocus auquel s'est joint la Turquie en 1993, n'a pas réussi à atteindre ses objectifs, et non seulement l'Arménie a survécu, mais elle s'est développée, sans commercer avec ses voisins, qui forment plus de la moitié de ses frontières.

Pourtant, 29 % de la population est pauvre, selon des données de 2005 (les dernières disponibles). En supposant, de manière optimiste, que, depuis lors, 5 % des habitants de l'Arménie aient commencé à gagner plus que le niveau accepté de pauvreté, cela signifierait qu'un quart de la population est encore pauvre. Le nouveau gouvernement, dirigé par le premier ministre Serge Sargssian, a annoncé un plan ambitieux pour élever l'Arménie dans la catégorie des pays au « revenu moyen supérieur » d'ici 2012. Pour cela, le niveau de pauvreté devrait être ramené à 12 %, un objectif réaliste, selon des experts.

### **Les dangers d'une masse monétaire excessive**

Pour des pays comme l'Arménie, de petite taille et très dépendante des échanges avec l'extérieur, la disponibilité en devises fortes est un facteur crucial. Pour l'Arménie cette devise est le dollar américain, et cette petite république lutte constamment, en appréhendant de ne pas avoir assez de devises pour acheter à l'étranger des biens qu'elle ne peut produire. Le Fonds Monétaire

International contrôle les réserves en devises étrangères de la Banque Centrale d'Arménie, qui représentent un montant minimum équivalent à deux mois d'importations pour l'Arménie.

Stimuler les exportations constitue logiquement une priorité pour le gouvernement, qui ne pourrait, dans le cas contraire, disposer de devises fortes en quantité suffisante dans le pays. L'aide des donateurs étrangers, pays en particulier ou organisations internationales (par exemple, Banque Mondiale), s'est fixé, entre autres objectifs principaux, le provisionnement d'un montant minimum en devises fortes.

Durant les dix premières années d'indépendance de l'Arménie, tout dépendait du dollar. Le dollar valait si cher que les Arméniens qui voyageaient aux Etats-Unis, durant cette période, s'étonnaient de voir des billets américains manipulés de façon cavalière, fourrés en vrac dans des poches, alors que chez eux ils étaient placés avec soin entre des pages de carnets ou même dans les passeports, pour éviter de les plier.

Apparemment, personne ne croyait alors que le dram arménien ne puisse se dévaluer par rapport au dollar.

Nous avons tous tort. En 2004, l'inversion dramatique du cours du dram débuta et n'a cessé de continuer.

De façon imprévue et peu remarquée au début, le taux de change du dollar commença à chuter lentement et progressivement – de 580 drams par dollar en mars 2003 à 335 dollars l'été 2007. Des experts s'attendaient à ce que le dollar descende à 320 drams (taux à partir duquel a été calculé le budget de l'Etat cette année) d'ici la fin de l'année 2007, alors que la rumeur prédit une chute à 270 drams en 2008.

Cette chute du dollar a alimenté une rumeur croissante selon laquelle le gouvernement arménien et la Banque Centrale agiraient de concert pour augmenter artificiellement le dram au profit d'importateurs privilégiés (une devise nationale chère rendant les exportations plus difficiles). Cette thèse du complot est toutefois illusoire, car pourquoi le gouvernement aurait-il attendu plus de dix ans pour manipuler le dram, si cela se révélait immédiatement rentable ?

En fait, il a fallu plusieurs mois à la Banque Centrale pour analyser la situation et conclure que l'appréciation du dram s'expliquait simplement par l'accroissement de l'apport en devises étrangères (plus de 80 % en dollars) dans le pays.

Cet apport a trois destinations principales.

La première est liée aux investissements étrangers en Arménie, qui ont augmenté à un taux de 20 % par an, ces cinq dernières années.

La seconde est l'amélioration de la balance commerciale, à savoir la baisse du décalage entre les importations et les exportations. Par exemple, en 2000, l'Arménie a importé quasiment trois fois plus (2,97) de fournitures qu'elle n'en a importées. Jusqu'en 2004, ce rapport a chuté à 1,89. Ce qui signifie que les commerçants arméniens ont gagné plus de dollars en vendant des produits arméniens à l'étranger qu'auparavant, et ont eu besoin de moins de drams pour acheter des devises américaines en Arménie. Le rapport dollar/dram a donc augmenté, rendant le dollar meilleur marché.

Ces deux premiers facteurs ne sont pas seulement la conséquence naturelle de la croissance économique, ils sont aussi faciles à prévoir et à chiffrer. Une troisième raison existe néanmoins, qui complique l'estimation et la prédiction de problèmes : les transferts d'argent opérés depuis l'étranger par la diaspora et les travailleurs migrants (environ 900 000, la plupart en Russie et en Ukraine).

L'apport hasardeux de ces transferts est pratiquement impossible à prévoir, car il dépend peu de

la situation en Arménie et est plutôt lié à la réussite de ceux qui les envoient. Autrement dit, cet apport dépend des conditions économiques des pays de résidence de ces travailleurs migrants. Bien que difficile à calculer, la Banque Centrale prévoit que ce type d'apport financier continuera d'augmenter à un taux annuel d'environ 20 % (en se basant sur les prévisions des performances de l'économie russe, d'où proviennent 70 % des transferts privés). La Banque Centrale estime qu'en moyenne, les Arméniens ont un revenu monétaire qui dépend pour un tiers de ces transferts personnels – ce qui sont très supérieurs aux profits de l'import-export ou des investissements étrangers, et qui ont le plus grand impact sur la dépréciation du dollar.

Depuis 2006, la Banque Centrale a commencé à acheter en dollars, afin de maintenir la dévaluation à un rythme lent, alors que dans le passé sa politique était de vendre des dollars aux banques afin de prévenir l'accélération de la dévaluation du dram. Résultat, elle a accumulé des dollars bien au-delà des niveaux que le FMI juge nécessaires en terme de sécurité.

De confortables réserves en devises créent cependant un problème inattendu, semblable paradoxalement à celui qui se produit dans l'Azerbaïdjan voisin, qui, comme bien d'autres pays exportateurs de pétrole, connaît le danger d'un renforcement excessif de sa devise nationale, à cause de l'arrivée rapide de devises étrangères.

Ce phénomène est appelé le « syndrome hollandais » (ainsi appelé car il fut d'abord observé aux Pays-Bas dans les années 1950, lorsque l'économie souffrait d'une arrivée excessive d'argent, suite aux exportations de pétrole) et crée habituellement un risque pour les secteurs non pétroliers de l'économie nationale, tandis qu'un cours élevé de la monnaie nationale rend les exportations difficiles. D'après les experts, la version arménienne du « syndrome hollandais » est causé par l'exportation du travail, au lieu du pétrole.

A ce jour, l'appréciation du dram n'a pas atteint un niveau qui restreindrait les exportations arméniennes. Le phénomène a toutefois eu un impact psychologique et économique sur les citoyens qui comptent sur les transferts opérés par leurs proches.

Il y a sept ans, un Arménien vivait à l'aise grâce à 100 dollars envoyés de l'étranger par des proches, somme qui équivalait alors à environ 54 000 drams, soit deux mois de salaire en moyenne. Actuellement, 100 dollars ne valent que 33 000 drams, soit moins de la moitié du salaire mensuel, qui a atteint 70 000 drams.

Conclusion, entre autres, l'Arménie n'est plus aussi attractive pour ses faibles coûts qu'auparavant pour les étrangers. En outre, la demande en production va croissant, parallèlement à l'augmentation des salaires, les travailleurs arméniens approchant des salaires comparables à ceux d'Europe de l'Est.

Au niveau de la vie quotidienne en Arménie, le phénomène économique des six dernières années s'est traduit par une augmentation du coût des capitaux en Arménie, et tout d'abord, de l'immobilier. En outre, pour la première fois dans l'Arménie indépendante, la valeur totale en drams des dépôts bancaires a augmenté au point d'égaliser ou de dépasser le montant des dépôts en « devises fortes ». Jusqu'à une date très récente, plus des deux tiers des dépôts bancaires en Arménie étaient effectués en dollars américains.

[Haroutiun Khachatryan est rédacteur au service d'information de Noyan Tapan à Erevan, spécialisé en journalisme économique. Il publie aussi des articles sur EurasiaNet.]